

	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	Migration@	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.020121 Coût total estimé: EUR 5 000 000 Montant total de la contribution du budget de l'UE: EUR 5 000 000			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement	Gestion directe par : - Marchés publics Gestion indirecte avec une entité à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.2			

1.2 Résumé de l'action

La République de Djibouti a des prévalences de mutilations génitales féminines (MGF) parmi les plus élevées du monde avec un taux de 71 % au niveau national. Depuis 2012, la pratique n'a diminué qu'en milieu urbain, mais a stagné, voire est augmentée en milieu rural, avec en plus une baisse de l'âge des victimes. Malgré les efforts sur le plan législatif et les interventions dans les communautés, le gouvernement peine à éradiquer cette pratique, ancrée dans les normes sociales et culturelles et alimentée par des croyances esthétiques et par des arguments religieux qui ne reflètent pas la position officielle du Conseil Islamique Djiboutien..

En réponse à ce contexte, l'action va promouvoir une action publique coordonnée et territorialisée afin de garantir, protéger et promouvoir les droits des femmes et des hommes de vivre une vie libre de toutes formes de violence basées sur le genre et de pratiques néfastes comme les MGF ; et promouvoir et renforcer l'action et la cohésion sociale de tous les secteurs de la communauté dans la lutte contre les MGF. Afin d'éradiquer ces pratiques, les activités seront adaptées à la culture et religion des populations affectées, en faisant revivre et en renforçant d'autres valeurs, fédératrices d'identité culturelle. Cette approche permettra d'agir sur l'éradication des pratiques culturelles néfastes tout en minimisant la sensation d'ingérence externe et de perte de valeurs, ce qui renforcera la soutenabilité de l'action.

Le support comprendra l'appui à la mise en œuvre de politiques et procédures sectorielles ; la structuration et multiplication d'activités de formation et counseling – spécialement « peer to peer » (santé sexuelle reproductive, counseling familial, prévention VBG et MGF, masculinité positive etc) ; le support aux cellules d'écoute et référencement ; le soutien aux autorités religieuses dans la lutte contre les MGF; l'accès amélioré à des services de base primaires (principalement eau et assainissement, pour renforcer le domaine prioritaire 1 de l'instrument européen pour le voisinage, le développement et la coopération internationale (NDICI/Djibouti) et selon les priorités locales déjà contenues dans les Plans de Développement Régionaux).

L'action sera déployée au niveau central et dans deux régions pilotes, Tadjourah et Dikhil. Ces zones pilotes ont été identifiées sur la base d'un équilibre géostratégique (N-S), du besoin d'intervention (% d'incidence MGF), des